

J

JACQUET (Marc) (Sa démission et son remplacement comme Secrétaire d'Etat aux Etats associés). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1033 [1^{er}, 2, 8, 9, 12 juin 1954] (p. 2740, 2748, 2749, 2752).

JADFARD (Accident d'avion où à péri M.). — Voy. BUDGET 1954 (*Intérieur*) (n° 6761) [9 décembre 1953] (p. 6360).

JAMBON.

— en boîtes (droits de douane). — Voy. *Douanes*, §§ 10, 13, 16.

JAMOT (Docteur).

— anniversaire du. — Voy. *Commémorations et anniversaires*, § 20.

JAPON.

— traité de paix avec le. — Voy. *Traités et conventions*, § 37.

— (**Service des emprunts japonais en France**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 304 [14 mai 1954] (p. 2436).

— (**Traité avec le**). — Voy. DÉBATS SUR L'INVESTITURE DE M. RENÉ MAYER [24 juillet 1954] (p. 6047) ; INTERPELLATIONS, n° 9 ;

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [28 août 1951] (p. 6544) ; COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT n° 1 [30 août 1951] (p. 6648).

JARDINS.

— familiaux (codification de la législation). — Voy. *Jardins ouvriers*, §§ 2, 7.

JARDINS OUVRIERS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Moisan prorogeant certaines dispositions relatives aux jardins ouvriers, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 juillet 1951 (renvoyée à la Commission du travail), n° 191 ; rapport le 3 août par M. Duquesne, n° 549. Adoption sans débat en 1^{re} délibération le 24 août 1951 (1^{re} séance). — Proposition de loi n° 15.

Transmise au Conseil de la République le 28 août 1951 (renvoyée à la Commission du travail), n° 614 (**année 1951**) ; rapport le 30 août par Mme Devaud, n° 636 (**année 1951**). Avis n° 242 (**année 1951**) donné le 31 août 1951.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 31 août 1951 (3^e séance). — Proposition de loi n° 36.

Loi du 14 septembre 1951, publiée au *J. O.* du 18 septembre.

§ 2. — Proposition de loi de M. Moisan portant codification de la législation des jardins familiaux, présentée à l'Assemblée Nationale le

13 février 1952 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission de la justice, à la Commission des finances), n° 2647; rapport le 27 mars par Mme Francine Lefebvre, n° 3071. Avis de la Commission de la justice le 19 juin par M. Minjoz, n° 3729; Avis de la Commission des finances le 26 juin par M. Marcel David, n° 3832. Adoption sans débat en 1^{re} délibération le 10 juillet 1952 (1^{re} séance). — Proposition de loi n° 442.

Transmise au Conseil de la République le 10 juillet 1952 (renvoyée à la Commission du travail), n° 416 (année 1952); rapport le 11 juillet par Mme Devaud, n° 447 (année 1952). Avis n° 162 (année 1952) donné le 11 juillet 1952.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1952 (3^e séance). — Proposition de loi n° 490.

Loi du 26 juillet 1952, publiée au *J. O.* du 27 juillet.

§ 3. — Proposition de loi de M. Musmeaux et plusieurs de ses collègues tendant à proroger jusqu'au 1^{er} novembre 1953 les locations et réquisitions de jardins familiaux, ouvriers et ruraux, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 octobre 1952 (renvoyée à la Commission du travail), n° 4476.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à proroger la loi n° 51-1094 du 14 septembre 1951, relative aux jardins ouvriers et familiaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 octobre 1952 (renvoyée à la Commission du travail) n° 4552.

§ 5. — Proposition de loi formulée par MM. Leccia et Morel ayant pour objet de modifier et de compléter certains articles de la loi n° 52-895 du 26 juillet 1952, concernant la législation des jardins familiaux, présentée au Conseil de la République le 19 novembre 1952, transmise à l'Assemblée Nationale le 19 novembre 1952 (renvoyée à la Commission du travail), n° 4802.

§ 6. — Proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 52-895 du 26 juillet 1952 portant modification de la législation des jardins familiaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 février

1953 (renvoyée à la Commission du travail), n° 5522.

§ 7. — Proposition de loi de M. Pupat et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 52-895 du 26 juillet 1952 portant codification de la législation des jardins familiaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1954 (renvoyée à la Commission du travail), n° 8395.

Voy. BUDGET 1952 (*Agriculture*) (n° 980) [21 novembre 1951] (p. 8301).

JAUGEAGE.

— des navires. — Voy. *Traités et Conventions*, § 130.

JAURÈS (*Son opinion sur le scrutin d'arrondissement*). — Voy. ÉLECTIONS (n° 11687) [31 octobre 1955] (p. 5431, 5432).

JEEPS DELAHAYE. — Voy. BUDGET 1955, *Crédits provisionnels militaires* (n° 9807) [30 décembre 1954] (p. 7016).

JERUSALEM (*Internationalisation des lieux saints*). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 161.

JEUNES.

— agriculteurs (avances du crédit agricole). — Voy. *Emprunts*, § 3.

— agriculteurs (droit de vote des). — Voy. *Chambres d'agriculture*, § 4.

— agriculteurs (permissions exceptionnelles). — Voy. *Armée*, § 76.

— agriculteurs (prêts d'installation). — Voy. *Prêts*, §§ 15, 17, 20.

— agriculteurs (service militaire pendant deux périodes d'hiver). — Voy. *Armée*, § 144.

— artisans ruraux (prêts d'installation aux). — Voy. *Prêts*, §§ 18, 19.

— billets collectifs de fin de semaine aux. — Voy. *Circulation (facilités de)*, § 23.

— diplômés (prêts aux). — Voy. *Prêts*, § 7.

— filles sans travail. — Voy. *Chômage*, §§ 10, 39

— français résidant à l'étranger (devancement d'appel des). — Voy. *Armée*, § 161.

— gens de l'agriculture sous les drapeaux. — Voy. *Allocations militaires*, § 1^{er}.

— gens appelés sous les drapeaux (envoi sur un théâtre d'opérations militaires). — Voy. *Armée*, §§ 142, 166, 168.

— gens appelés sous les drapeaux (pères de famille). — Voy. *Armée*, § 83.

— gens appelés sous les drapeaux (préparation aux examens). — Voy. *Armée*, § 94.

— gens appelés sous les drapeaux (surtaxe progressive). — Voy. *Impôts directs*, §§ 97, 110.

— gens ayant atteint la majorité politique. — Voy. *Élections*, §§ 11, 14.

— gens en chômage. — Voy. *Chômage*, §§ 7, 39. — *Prestations familiales*, § 12.

— gens dont deux proches parents sont « morts pour la France ». — Voy. *Armée*, § 24.

— gens fils puinés (appel des). — Voy. *Armée*, § 162.

— gens libérés du service militaire (garantie de l'emploi). — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 51.

— gens morts pour la France (considérés comme enfants à charge). — Voy. *Impôts directs*, § 69.

— gens de moins de 20 ans (réunion dans les cafés des). — Voy. *Alcoolisme*, § 7.

— gens poursuivant leurs études. — Voy. *Prestations familiales*, §§ 40, 48.

— ménages (aide aux). — Voy. *Prêts*, § 21.

— ménages agriculteurs (prêts). — Voy. *Prêts*, § 1^{er}.

— réduction de 50 0/0 aux (congrés payés). — Voy. *Circulation (facilités de)*, § 24.

— ruraux réservistes. — Voy. *Armée*, § 3

— à travail égal salaire égal. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 5.

— travailleurs (congrés annuels). — Voy. *Circulation (facilités de)*, § 20. — *Travail (réglementation du)*, § 46.

— travailleurs (congrés culturels aux). — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 87.

— travailleurs (salaire minimum garanti aux). — Voy. *Traitements et salaires*, § 59.

— travailleurs (sécurité sociale des). — Voy. *Sécurité sociale*, § 79.

— travailleurs à domicile. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 19.

— travailleurs salariés (congré payé d'un mois et prime de vacances). — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 39.

JEUNES PATRONS (Groupe des). — *Leur initiative en ce qui concerne la participation des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise.* Voy. TRAVAIL (RÉGLEMENTATION DU) (n° 767) [14 septembre 1951] (p. 7388).

JEUNESSE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution déposée en conclusion du débat sur la question orale de M. Léo Hamon relative à la politique du Gouvernement vis-à-vis de la jeunesse, présentée au Conseil de la République le 18 février par M. Léo Hamon. Adoption le 18 février 1954. — Résolution n° 14 (année 1954).

§ 2. — Publications destinées à la. — Voy. *Presse*, §§ 1^{er}, 7, 10, 19, 28.

— (**Influence néfaste du cinéma sur la**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 331.

— (**Politique du Gouvernement touchant la**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1319.

— (**Politique envisagée par le Gouvernement à l'égard de la**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 890, 1139.

— (**Respect de la justice scolaire et rééducation d'une partie de la**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1004.

— (**Scandales dans les lycées**) (Janson de Sailly). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 327.

— (**Situation des jeunes sans travail**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1322.

— (**Voyage de la — métropolitaine dans les T. O. M.**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 458.

JEUX.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Clostermann tendant à inviter le Gouverne-

ment à prendre toutes les mesures nécessaires pour interdire l'ouverture d'un établissement de jeux dans le voisinage immédiat du Collège national de Reims, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 décembre 1954 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 9651.

§ 2. — Proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à protéger les enfants mineurs contre les tentations des salles de jeux, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 février 1955 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 10149.

§ 3. — de hasard. — Voy. *Courses*, § 2.

— protection des enfants mineurs contre la tentation des salles de. — Voy. *Jeux*, § 2.

— de l'Union française. — Voy. *Education physique et sports*, § 6.

JEUX OLYMPIQUES.

— participation de la France aux. — Voy. *Education physique et sports*, §§ 1^{er}, 2, 3.

Voy. QUESTIONS ORALES, n° 55.

— (De Melbourne). — Voy. BUDGET 1954 (n° 6754), *Education nationale* [1^{er} avril 1954] (p. 1667); BUDGET 1955 (n° 9287), *Education nationale* [13 décembre 1954] (p. 6284), [14 décembre 1954] (p. 6293).

JEUX DE L'UNION FRANÇAISE. — Voy. BUDGET 1953 (n° 4256), *Education nationale* [7 novembre 1952] (p. 4845); BUDGET 1954 (n° 6754), *Education nationale* [1^{er} avril 1954] (p. 1666); BUDGET 1955 (n° 9287), *Education nationale* [13 décembre 1954] (p. 6266, 6284, 6292); BUDGET 1955 (n° 9291) [16 décembre 1954] (p. 6456).

JIU-JITSU.

— professeur de. — Voy. *Education physique et sport*, § 4.

JOANOVICI (Refus d'amnistier). — Voy. AMNISTIE (n° 165) [21 novembre 1952] (p. 5422).

JOLIOT-CURIE. — Voy. BUDGET 1952 (n° 992), *Présidence du Conseil* [22 novembre 1951] (p. 8370).

— (20^e anniversaire de la découverte de la radioactivité artificielle). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 917.

JOUETS.

— imitant les armes à feu. — Voy. *Commerce et industrie*, § 154.

JOUR FÉRIÉ DU 8 MAI. — Voy. BUDGET 1953 (n° 4255), *Anciens combattants* [20 décembre 1952] (p. 6726).

JOURNALISTE.

— honoraire (carte d'identité de). — Voy. *Presse*, § 21.

— usage de la carte d'identité de. — Voy. *Presse*, § 27.

JOURNAL PARLÉ.

— affichage dans l'enceinte de l'Assemblée Nationale. — Voy. *Assemblée Nationale*, § 5.

JOURNAUX.

— échanges interscolaires. — Voy. *P. T. T.*, § 22.

— d'entreprises. — Voy. *P. T. T.*, § 54.

— groupage des. — Voy. *Code pénal*, § 47.

— de langue française en Alsace-Lorraine. — Voy. *Alsace-Lorraine*, § 32.

— et publications édités en Suisse (taxe sur les) — Voy. *Presse*, § 24.

— scolaires (avantages postaux aux). — Voy. *P. T. T.*, §§ 17, 23, 44.

JOURNAUX OFFICIELS (Direction des). — Voy. BUDGET 1954 (*Présidence du Conseil*) (n° 6763) [29 octobre 1953] (p. 4672).

JOURNAUX SCOLAIRES (Tarif préférentiel). — Voy. BUDGET 1953 (*Education nationale*) (n° 4256) [8 novembre 1953] (p. 4968); BUDGET 1954 (*Education nationale*) (n° 6754) [1^{er} avril 1954] (p. 1644).

JOURNÉE.

— du logement familial. — Voy. *Construction immobilière*, § 29.

JOURNÉE DU 1^{er} MAI.

Proposition de loi de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 48-746 du 29 avril 1948 relative à la journée du 1^{er} mai, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 mars 1955 (renvoyée à la Commission du travail), n° 10380; rapport le 27 mai par M. Patinaud, n° 10886.

JOURS FÉRIÉS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ériger en « jour de fête nationale » le 8 mai, anniversaire de la capitulation allemande en 1945 et fête de Jeanne d'Arc, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1951 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1726; rapport le 26 décembre par M. Marcel Ribère, n° 2213 (*la Commission conclut à une proposition de loi*). Adoption sans débat en 1^{re} délibération le 11 février 1952 (1^{re} séance) sous le titre : « Proposition de loi tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945 ». — Proposition de loi n° 238.

Transmise au Conseil de la République le 14 février 1952 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission du travail), n° 72 (année 1952); rapport le 20 mai par M. Zussy, n° 225 (année 1952); avis de la Commission du travail le même jour par M. Tharradin, n° 230 (année 1952). Avis n° 89 (année 1952) donné le 27 mai 1952.

Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 27 mai 1952 (renvoyé à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des finances),

n° 3500; rapport le 4 décembre par M. Marcel Ribère, n° 4947. Adoption définitive le 13 mars 1953 (2^e séance). — Proposition de loi n° 767.

Loi du 20 mars 1953, publiée au *J. O.* du 21 mars.

ADOPTION EN PREMIÈRE LECTURE
[11 février 1952] (p. 573).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE
[13 mars 1953] (p. 1891). — Entendus : Mme de Lipkowski, M. Brune, *Ministre de l'Intérieur*; clôture de la discussion générale (p. 1892). — Art. 1^{er} (p. 1892); amendement présenté par M. Maurice Grimaud tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (p. 1892); adoption au scrutin (p. 1892); liste des votants (p. 1921). — Art. 2 (p. 1892); amendement présenté par M. Maurice Grimaud tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (p. 1892); adoption au scrutin (p. 1892); liste des votants (p. 1929). — Art. 3 (p. 1892); amendement présenté par M. Maurice Grimaud et retiré (p. 1892); l'article 3 est supprimé (p. 1892); adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1893). — Orateurs : M. Maurice Grimaud et Mme Sportisse.

§ 2. — Proposition de loi de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à faire, chaque année, du 8 mai un jour férié et chômé, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1953 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6186; rapport le 9 mars 1954 par M. Marcel Ribère, n° 7991. Adoption en 1^{re} délibération le 1^{er} avril 1954 (1^{re} séance) sous le titre : « Proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 53-225 du 20 mars 1953 relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 ». — Proposition de loi n° 1300.

Transmise au Conseil de la République le 7 avril 1954 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 205 (année 1954); rapport le 20 mai par M. Rupied, n° 287 (année 1954). Avis n° 111 (année 1954) donné le 25 mai 1954.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 25 mai 1954 (2^e séance). — Proposition de loi n° 1388.

Nouvelle délibération demandée par M. le Président de la République sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 53-225 du 20 mars 1953 relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 juin 1954 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 8756.

DISCUSSION [1^{er} avril 1954] (p. 1560). — Entendus dans la discussion générale : MM. Marcel Ribère, *Rapporteur* ; Boscary-Monsservin, Jarrosson, Savale, Tourné, André Marie, *Ministre de l'Education nationale* ; observations concernant : la différence entre un jour férié et un jour chômé (p. 1561) ; le trop grand nombre de jours chômés dans le courant du mois de mai (p. 1562) ; clôture de la discussion générale (p. 1563) ; le passage à la discussion de l'article unique est ordonné (p. 1562). — Article unique : *Jours fériés* (p. 1563) ; M. Garet demande le vote par division (p. 1563) ; adoption au scrutin de la première partie de l'article unique (p. 1563) ; liste des votants (p. 1583) ; amendement présenté par M. Vals tendant à ce que le 11 novembre soit également chômé (p. 1563) ; rejet au scrutin de la seconde partie de l'article (jours chômés) (p. 1564) ; liste des votants (1584) ; l'amendement de M. Vals est déclaré sans objet (p. 1564) ; modification du titre « *Proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 53-225 du 20 mars 1953 relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945* » (p. 1564) ; adoption de l'article unique (p. 1564).

§ 3. — Proposition de résolution de M. Ranaivo et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer à la prochaine fête nationale du 14 juillet le caractère d'une fête d'Union française, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 avril 1954 (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 8307.

§ 4 — Repos et payement aux travailleurs. — Voy. (*réglementation du travail*), § 44.

JUDO.

— professeur de. — Voy. *Education physique et sport*, § 4.

JUGE DUVAL (Attitude du — au cours d'une instruction). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 514.

JUGEMENTS.

— correctionnels rendus par défaut. — Voy. *Code d'instruction criminelle*, § 24.

— pour défaut des tribunaux de commerce. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 55.

— des extradés dans le territoire français le plus proche. — Voy. *Code d'instruction criminelle*, § 48.

JUGES.

— d'instruction (indépendance des). — Voy. *Organisation judiciaire*, § 53.

— d'instruction (nomination des). — Voy. *Organisation judiciaire*, § 54.

— des référés (assistance judiciaire aux locataires de bonne foi faisant appel). — Voy. *Loyers*, § 105.

JUGES DE PAIX.

— en Algérie. — Voy. *Algérie*, §§ 9, 63.

— avancement des. — Voy. *organisation judiciaire*, § 5.

— compétence des. — Voy. *organisation judiciaire*, §§ 25, 33.

— procédure en matière d'élections de délégués. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 13.

— rétribués (inéligibilité des). — Voy. *Elections*, § 23.

— suppléants en Algérie, Tunisie et Maroc. — Voy. *Algérie*, § 63.

— sursis et circonstances atténuantes accordées par les. — Voy. *Algérie*, § 40.

JUIN (Général).

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Jarrosson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à conférer au Général Juin la dignité de Maréchal de France, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 janvier 1952 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 2420.

§ 2. — Proposition de résolution de de MM. Heline et Lelant tendant à inviter le Gouvernement à élever le Général d'armée Juin à la dignité de Maréchal de France, présentée au Conseil de la République le 19 mars 1952 (renvoyée à la Commission de la défense nationale n° 135 (année 1952)).

§ 3. — Dignité de Maréchal de France au. — Voy. *Armée*, § 35.

— (**Coup d'Etat provoqué par le Maréchal**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 704.

— (**Déclaration du Maréchal à un journal franquist**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 412.

— (**Eloge de Philippe Pétain**). — Voy. INTERPELLATIONS, nos 300 et 303.

— (**Nécessité de divisions allemandes pour la défense de l'Europe**) (**Citation de M. G. Bidault**). — INTERPELLATIONS, n° 611 [17, 27 novembre 1953] (p. 5355).

— (**Préface rédigée par un militaire en activité de service à un livre, insultant pour la résistance**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 278 [5 mars 1954] (p. 704).

— (**Sanctions prises contre le**). — Voy. BUDGET 1954 (*Crédits militaires*) (n° 7352) [1^{er} avril 1954] (p. 1591, 1609) et INTERPELLATIONS, nos 988, 989, 990, 993.

— (**Ses déclarations sur Rommel**). — Voy. BUDGET 1953 (n° 4784) [26 janvier 1953] (p. 370).

— (**Son avis récemment formulé contre la C.D.E.**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 919 [9 mars 1954] (p. 762); [26 mars 1954] (p. 1320).

— (**Son insubordination**) (**« complot des généraux » au Maroc**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 1288 [6, 7, 8 octobre 1955].

JURA (Département du). — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 169, 306, 313, 327, 339, 340.

— (**Bulletin d'enneigement des stations d'hiver du**). — Voy. BUDGET 1952 (*Travaux publics*) (n° 996) [15 novembre 1951] (p. 8087).

— (**Demande de libération d'un résistant du — condamné pour crime**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 25.

— (**Expropriation d'agriculteurs pour construire un terrain d'aviation dans le**). —

Voy. BUDGET 1952 (*Aviation civile*) (n° 997) [12 décembre 1951] (p. 9082).

— (**Inondations**). — Voy. BUDGET 1954 (*Travaux publics*) (n° 6767) [12 décembre 1953] (p. 6600).

JURIDICTIONS.

— administratives (Recours devant les). — Voy. *Organisation administrative*, § 34.

— de dommages de guerre. — Voy. *Dommages de guerre*, § 70.

— de droit commun. — Voy. *Fermages*, § 5.

— d'exception. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 18.

— française en Tunisie. — Voy. *Tunisie*, § 6.

— des loyers. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 36.

— prud'homales (Procédure devant les). — Voy. *Conseils de prud'hommes*, § 11.

JURISPRUDENCE.

— pour la profession de voyageurs et représentants de commerce. — Voy. *Courtiers et représentants*, § 15.

JURY.

— en Algérie. — Voy. *Algérie*, § 84

— composition et fonctionnement du. — Voy. *Code d'instruction criminelle*, § 9.

— criminel. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 49.

— fiscal. — Voy. *Impôts (Dispositions générales)*, § 100.

JUS DE FRUITS.

— et de légumes (Comité interprofessionnel des). — Voy. *Boissons*, § 4.

JUSTICE.

— concours des citoyens à la. — Voy. *T. O. M.*, § 61.

— fiscale. — Voy. *Impôts (Dispositions générales)*, §§ 108, 115.

— musulmane en Algérie. — Voy. *Algérie*, §§ 70, 73, 108.

— de paix à Alger. — Voy. *Algérie*, §§ 46, 47.

— de paix et mahakmas. — Voy. *Algérie*, § 27.

— de paix (Compétence des). — Voy. *Organisation judiciaire*, § 36.

— de paix à Nice. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 29.

— de paix (Organisation des). — Voy. *Organisation judiciaire*, §§ 7, 27, 52.

— de paix (Représentation et assistance devant les). — Voy. *Organisation judiciaire*, §§ 43, 44.

— de paix des stations thermales. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 3

— de paix à Touggourt. — Voy. *Algérie*, § 19.

— (**Frais de représentation des premiers présidents et procureurs généraux près les cours d'appel**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 430.

JUSTICE MILITAIRE.

§ 1^{er}. — Projet de loi relatif à l'exercice des pouvoirs en matière de justice militaire dans l'armée de l'air, présenté à l'Assemblée Nationale le 6 juin 1954 par M. Pierre Koenig, Ministre de la Défense nationale et des Forces armées (renvoyé à la Commission de la défense nationale), n° 8809.

§ 2. — Dans l'armée de l'air. — Voy. *Justice militaire*, § 1^{er}.

JUSTICIABLES.

— d'Alsace-Lorraine (droits des). — Voy. *Alsace-Lorraine*, § 2.

JUTE (Pratiques abusives dans l'industrie du). — Voy. BUDGET 1953, *Agriculture* (n° 4254) [21 octobre 1952] (p. 4281).

